



Internationale Konferenz
für Erneuerbare Energien, Bonn
International Conference
for Renewable Energies, Bonn

Version datée du 4 juin 2004

Recommandations Politiques pour les Energies Renouvelables

Le document « Recommandations politiques pour les énergies renouvelables » est un des résultats majeur de la Conférence Internationale sur les Energies Renouvelables qui s'est tenue du 1^{er} au 4 juin 2004 à Bonn, Allemagne. Ce document repose sur les actuels points de convergence des politiques et décisions relatives à la promotion des énergies renouvelables. Il s'appuie sur les expériences faites et enseignements tirés des politiques, programmes, projets et autres initiatives prises dans les secteurs public et privé du monde entier.

La multiplicité des enjeux, des opportunités de ressources, ainsi que les conditions de financement et de marché au sein des régions et pays impliquent nécessairement des approches différentes. Par conséquent, ces recommandations, non contraignantes, offrent aux responsables une palette d'options de politiques qui repose sur l'état actuel des connaissances et des expériences.

Table des matières

I.	CONTEXTE POLITIQUE	5
II.	PRIORITÉS POLITIQUES POUR LES ÉNERGIES RENOUVELABLES	6
II.1	ELABORER DES POLITIQUES FAVORISANT LES MARCHÉS DES ÉNERGIES RENOUVELABLES	6
II.2	MULTIPLIER LES ALTERNATIVES DE FINANCEMENT POUR LES ÉNERGIES RENOUVELABLES	7
II.3	RENFORCER LES CAPACITÉS POUR INTENSIFIER L'UTILISATION DES ÉNERGIES RENOUVELABLES	9
III.	LE RÔLE DES GOUVERNEMENTS NATIONAUX	10
IV.	LE RÔLE DES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES	14
V.	LE RÔLE DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES, DU SECTEUR PRIVÉ, DE LA SOCIÉTÉ ET AUTRES PARTIES PRENANTES	16
V.1	LES COLLECTIVITÉS LOCALES	16
V.2	LES ENTREPRISES ET LE SECTEUR PRIVÉ	17
V.3	LA SOCIÉTÉ CIVILE	18
V.4	LA RECHERCHE ET L'ÉDUCATION	19

Liste des abréviations

ACE	Agences de crédit à l'exportation
APD	Aide publique au développement
AC	Application conjointe
AIE	Agence internationale de l'énergie
AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
ALENA	Accord de libre échange nord-américain
APEC	Coopération économique Asie-Pacifique
ASEAN	Association des Etats de l'Asie du Sud Est
CDD	Commission pour le développement durable
CNUED	Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement
RSE	Responsabilité sociale des Entreprises
FAO	Organisation pour l'alimentation et l'agriculture des Nations Unies
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
GTZ	Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ) GmbH / Agence allemande de coopération technique
IFI	Institutions financières internationales
IIIEE	International Institute of Industrial Environmental Economics / Institut international d'économie environnementale industrielle
MDP	Mécanisme de développement propre
MERCOSUR	Mercado Común del Sur
NU	Nations Unies
OCDE	Organisation pour la coopération et le développement économique
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMM	Organisation mondiale de la météorologie
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
PdA	Plan d'application (de Johannesburg)
PEI	Producteur d'électricité indépendant
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
PPP	Partenariat public privé
R&D	Recherche et développement
REC	Réduction d'émission certifiée
SMDD	Sommet mondial du développement durable
UE	Union européenne
UNDESA	Département des Nations Unies des affaires économiques et sociales
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNFCCC	Convention cadre des Nations Unies sur le changement climatique
UNICO	Organisation des nations Unies pour le développement industriel
WEHAB	water, energy, health, agriculture, biodiversity (eau, énergie, santé, agriculture, biodiversité)

Ce document a été préparé par un comité de rédaction constitué de Thomas B. Johansson (Institut international d'économie de l'industrie environnementale (IIIEE), Université de Lund, Suède), Uwe R. Fritsche (Öko-Institut, Allemagne), Christopher Flavin et Janet Sawin (Worldwatch Institute, USA), et Dirk Aßmann et Tilman C. Herberg (Société allemande pour la coopération technique, GTZ, Allemagne) sous les auspices des organisateurs de la Conférence.

Le comité de rédaction a reçu de nombreux commentaires sur les premières versions du document en provenance du Comité international de pilotage, des gouvernements, d'institutions internationales, d'agences et programmes des Nations Unies, d'organisations non gouvernementales internationales ainsi que de représentants du secteur de l'industrie et des finances et de représentants d'autres parties prenantes qui ont participé à la préparation de ce dialogue multipartite. Enfin, ces recommandations reflètent les contributions des délégués lors de la conférence, y compris les débats dans la partie ministérielle, le Forum Parlementaire et le dialogue multipartite.

I. Le contexte politique

La mise en valeur et la diffusion des sources d'énergie renouvelable et des technologies permettra d'atteindre d'importants objectifs économiques, environnementaux et sociaux dès les premières décennies du 21^{ème} siècle. Les énergies renouvelables sont un élément crucial dans la réalisation du développement durable.

Le Sommet mondial sur le développement durable (SMDD) en 2002 a élaboré un agenda général sur l'énergie favorisant le développement durable. Guidés par les impératifs de développement durable et de réduction de la pauvreté, les gouvernements sont convenus d'améliorer l'accès à "des services et ressources énergétiques fiables, abordables, rentables, socialement et écologiquement acceptables", d'augmenter l'utilisation des énergies renouvelables, d'améliorer l'efficacité énergétique et de fournir des combustibles liquides et gazeux plus propres.

La conférence sur les énergies renouvelables 2004 s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par la communauté internationale pour répondre à ces défis. C'est donc dans le contexte d'un vaste programme d'activités qui se veut exhaustif que ces recommandations politiques sont mises en avant avec pour but l'examen de cet élément central que sont les énergies renouvelables.

Les atouts que présentent les énergies renouvelables varient entre les pays et les régions selon la situation, les alternatives et les intérêts à l'échelon local. Parmi les avantages en puissance que présente le recours aux énergies renouvelables on compte : la sécurité accrue des approvisionnements en énergie, la menace réduite de changement climatique, la stimulation de la croissance économique, la création d'emplois (souvent dans le milieu rural), des revenus plus élevés, la réduction de la pauvreté, l'équité sociale améliorée, et la protection de l'environnement à tous les niveaux. Les énergies renouvelables sont en mesure d'améliorer l'accès aux services énergétiques en assurant un approvisionnement fiable et abordable pour les habitants des zones rurales et urbaines. Un recours plus poussé à l'énergie renouvelable devrait être considéré comme un moyen pour arriver à de telles fins et non pas comme une fin en soi.

Avec ces atouts en tête, les Etats Membres des Nations Unies sont convenus au SMDD qu'il fallait : "augmenter de manière substantielle la part des sources d'énergie renouvelables dans le monde dans le but d'augmenter sa contribution aux apports en énergie globaux."

Les ressources en énergie renouvelable sont très vastes mesurer à l'aune de la demande en énergie commerciale. L'énergie renouvelable peut croître en importance dans la prestation de nombreux services énergétiques clés tels que l'éclairage, le chauffage, le refroidissement, la cuisine plus sûre et saine, la puissance mécanique, les transports et les communications. Il existe des technologies pour exploiter ces filons d'énergie renouvelable à des prix qui peuvent souvent concurrencer les sources conventionnelles, si l'évaluation tient compte des coûts et bénéfices externes, et si l'on supprime les subventions aux énergies conventionnelles.

Alors que les pays en développement oeuvrent pour consolider et moderniser leurs régimes énergétiques et que les pays industrialisés s'efforcent à remplacer leurs systèmes vieillissants et répondre à la demande croissante, nos sociétés ont devant elles une opportunité unique d'accentuer, ces prochaines décennies, les investissements dans le secteur des énergies renouvelables. L'on prévoit pour ces prochaines trente années des investissements mondiaux en infrastructures de transport énergétique de l'ordre de 16 trillions de dollars. Il s'agit de saisir cette chance pour orienter une part large et croissante de ces investissements vers le secteur des énergies renouvelables afin de permettre une transition vers un régime énergétique global favorisant le développement durable.

Par contre, si ces investissements se réalisent dans le secteur des énergies conventionnelles, comme cela s'est toujours fait, nos sociétés resteront otages d'un régime énergétique qui n'est pas compatible avec les objectifs de développement durable et qui renforce les risques de changement climatique.

Grâce aux politiques porteuses en faveur des énergies renouvelables appliquées dans certains pays, les taux de croissance mondiale pour

certaines technologies renouvelables ont dépassé les 20% par an ces dix dernières années. Une telle montée en puissance a permis de comprimer les coûts grâce aux effets d'apprentissage, d'économie d'échelle, et aux avancées technologiques. On ne saura ancrer durablement ni capitaliser sur ces avancées qu'à la seule

condition que les politiques qui sous-tendent cette croissance se poursuivent et qu'elles fassent des émules dans bien plus de pays encore. De fait, l'exploitation intensifiée des énergies renouvelables est dans une large mesure une question de choix politiques.

II. Priorités politiques pour les énergies renouvelables

Afin d'opérer ces mutations politiques et de mobiliser les capitaux nécessaires permettant de réaliser pleinement le potentiel des énergies renouvelables, les responsables, tant au niveau du gouvernement que dans le secteur privé et l'ensemble de la société civile, doivent prendre les mesures requises pour intégrer les objectifs du développement durable dans leur politique.

Trois domaines prioritaires de politiques de promotion de l'énergie renouvelable sont soumis au débat ci-dessous :

- i. élaborer des politiques pour les marchés de l'énergie renouvelable;
- ii. multiplier les choix de financement;
- iii. et renforcer les capacités

Ces axes prioritaires reflètent la teneur des discussions menées lors de la Conférence internationale sur les énergies renouvelables. Les enjeux qui se dressent dans ces domaines sont décrits dans les sections II.1 à II.3, et les alternatives politiques centrées sur les acteurs sont présentées dans les sections III à V.

II.1 Elaborer des politiques favorisant les marchés des énergies renouvelables

Un avenir viable n'est possible qu'à la condition que les marchés fonctionnent de manière effective et efficace. Ainsi des principes économiques et politiques sains sont primordiaux. A terme, il sera essentiel de créer le fondement d'un terrain de jeu équitable dans le marché de l'énergie, exempt de subventions, et où les coûts externes seront internalisés.

Deux facteurs majeurs faussent les marchés actuels au détriment des énergies renouvelables :

- i. les subventions aux énergies conventionnelles et
- ii. le fait de ne pas tenir compte des coûts externes dans les conditions du marché, particulièrement dans le calcul des prix.

Dans le monde, les subventions versées aux énergies conventionnelles— qu'on estime dépasser les 200 milliards de dollars par an— complique la situation des énergies renouvelables pour obtenir de plus grandes parts de marché et d'indispensables économies d'échelle. Les coûts externes, comme la santé, la sécurité et l'environnement, sont typiquement plus élevés pour les énergies conventionnelles que pour les énergies renouvelables, et le fait que les marchés ne tiennent que partiellement compte de ces coûts met les énergies renouvelables en situation défavorable. Dans le même temps, les énergies renouvelables offrent des atouts comme la création d'emploi, réduction de la dépendance face aux importations et la réduction des charges qui pèsent sur les places boursières. Pourtant les

politiques énergétiques et les conditions de marché ne les intègrent pas. Le marché devrait être corrigé pour refléter les coûts et bénéfices réels de toutes les alternatives énergétiques, que l'on décrit souvent comme un processus de « nivellement du terrain de jeu » .

Hormis le fait de niveler le terrain, un climat propice aux énergies renouvelables est indispensable pour compenser les coûts initiaux élevés et autres distorsions du marché (comme le manque d'information, perception d'un risque plus élevé) et normaliser la présence des énergies renouvelables sur le marché. Bien que quelques nations se penchent déjà sur ces questions, la majorité des pays ne disposent pas d'un dispositif politique positif pour promouvoir les énergies renouvelables. Des objectifs généraux et des cibles claires encourageant à exploiter les sources renouvelables permettraient de créer un cadre propice aux investissements à long terme et d'offrir une certitude de planification aux intervenants industriels ainsi qu'aux consommateurs. Des règles transparentes et des rôles et responsabilités clairement définis sont nécessaires à toutes les étapes de la chaîne d'approvisionnement ont une incidence sur les énergies renouvelables. Cela assurerait que les particuliers et les consommateurs institutionnels bénéficient de tous les avantages et de la qualité de service améliorée offerts par les énergies renouvelables. Aucun instrument politique à lui tout seul ne peut servir de remède universel qui vaudrait pour toutes les applications, tous les supports énergétiques, tous les secteurs ou sous-secteurs, ou configurations socio-politiques. Par

voie de conséquence, un éventail d'instruments politiques appropriés est essentiel. Ceci s'avère particulièrement important pour les nouveaux entrants sur le marché, comme c'est le cas de nombreuses technologies renouvelables, afin d'obtenir les améliorations techniques escomptées et les compressions de coût possibles grâce à la production de masse et les effets d'apprentissage.

Les obstacles institutionnels et les politiques existantes peuvent sérieusement réduire les chances d'investir dans les technologies renouvelables connectées au réseau ou pas. Par exemple, dans de nombreux pays la mise en valeur des énergies renouvelables est assujettie à un patchwork juridique et institutionnel avec des textes législatifs, des règlements, des politiques et des procédures administratives multiples et souvent contradictoires.

Une expérience récente semble indiquer que le besoin de régimes réglementaires effectifs et exhaustifs croît en même temps que la refonte, la libéralisation et la privatisation du secteur énergétique. Ces réglementations sont particulièrement importantes pour protéger les populations économiquement vulnérables et sauvegarder l'environnement des retombées négatives des mutations sur le marché.

Les modes de production et d'utilisation de ces sources d'énergie touchent pratiquement tous les secteurs de l'économie et devraient figurer dans pratiquement tous les domaines politiques. Des politiques novatrices et cohérentes doivent être

adoptées dans les secteurs pertinents. Par exemple, les codes et normes du bâtiment devraient être conçus de façon à promouvoir l'intégration des énergies renouvelables dans la conception des bâtiments et processus de planification. Une production et utilisation moderne de la bioénergie profiteraient du fait de leur intégration dans les politiques relatives aux plans d'utilisation des sols, à l'agriculture, la sylviculture et le traitement des déchets. Le type et volume de combustibles utilisés dans le secteur des transports, qui connaît le taux de croissance le plus marqué en demande d'énergie, peuvent être très influencés par les politiques d'approvisionnement en combustibles, les normes technologiques et l'urbanisme. Les politiques de promotion des énergies renouvelables ont des effets d'entraînement sur le progrès industriel et l'innovation, qui à leur tour peuvent accélérer le développement et le transfert de technologies d'énergie renouvelable.

Les politiques et réglementations qui soutiennent l'accès équitable des femmes aux services énergétiques, à l'éducation, à la technologie et aux outils de financement sont primordiales si l'on veut leur permettre de faire des choix énergétiques éclairés.

Les questions de gouvernance, comme le respect des droits à la propriété et l'exécution des contrats, sont autant de domaines critiques qui accompagnent l'application transparente de politiques et réglementations nationales et internationales de lutte contre la corruption.

II.2 Multiplier les alternatives de financement pour les énergies renouvelables

Aucune énergie renouvelable, à l'exception de la biomasse, n'occasionne de frais de combustibles mais uniquement de faibles coûts de fonctionnement. Dans le même temps, elles s'accompagnent de besoins en capitaux de départ relativement importants ce qui fait que les risques financiers et les obstacles entravent les investissements dans le secteur des énergies renouvelables.

Si les conditions de marché étaient égales, le secteur financier et les investissements privés pourraient fournir les fonds nécessaires aux énergies renouvelables. Des politiques préférentielles

permettraient de surmonter les coûts initiaux dans la phase précoce d'application d'une technologie donnée. Qui plus est, des politiques publiques sont requises pour veiller à ce que de nombreux autres facteurs soient pris en compte sur les marchés compétitifs, comme les coûts prévisionnels du changement climatique, les coûts des importations de combustibles et la volatilité des prix des combustibles, ainsi que les retombées sociales, économiques et sécuritaires des différentes alternatives technologiques. Une prise en compte complète des coûts des projets devrait intégrer ces facteurs sur la base de leur cycle de vie ce qui renforcerait l'attractivité des investissements dans

des projets d'énergies renouvelables.

Globalement, les nouvelles technologies ont tendance à être plus onéreuses que les technologies matures qui ont bénéficié de nombreuses années d'apprentissage, de progrès techniques et d'économies d'échelle. Par conséquent, il est capital de promulguer des politiques qui permettent de réduire les coûts associés aux énergies renouvelables en augmentant les investissements cumulés dans le secteur des technologies renouvelables et dans le secteur de la recherche et du développement (R&D).

Les frais de génération et distribution (le cas échéant) des énergies renouvelables varient beaucoup. Il existe des technologies matures qui sont en mesure de concurrencer les alternatives de combustible fossiles. Pour autant, elles sont toutes confrontées à des difficultés telles que des frais de transactions très élevés et l'accès limité aux capitaux. Des projets de financement et de contrats innovants sont des pistes potentielles pour surmonter ces obstacles.

Il existe divers mécanismes pour réduire considérablement les hésitations d'investisseurs potentiels et leur permettre de recouvrer des coûts incrémentiels plus élevés en appliquant des prix à la consommation (légèrement) plus élevés. Les frais supplémentaires associés aux énergies renouvelables peuvent être répartis sur toute ou une partie de la clientèle. De tels dispositifs prévoient des redevances de raccordement (régimes par tarification) et les normes relatives au portefeuille d'énergies renouvelables (régimes de quotas), qui ont été introduits dans bon nombre de pays industrialisés¹ et quelques pays en développement².

Dans les pays en développement, il existe, en plus des sources en capital nationales et quelques investissements directs étrangers, des instruments financiers spéciaux comme le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) qui encouragent à l'investissement dans le secteur des énergies renouvelables puisqu'ils prennent en charge les coûts incrémentiels de ces projets. Les réductions

d'émission certifiées (REC), qui sont dérivés du Mécanisme de développement propre (MDP), sont une autre alternative pour attirer des flux de capitaux étrangers dans les pays en développement.

La mise en chantier de projets d'énergies renouvelables à petite échelle, que ce soit de l'électricité, du biogaz, ou de la chaleur, exigent des outils financiers, des mesures et des véhicules spéciaux tenant compte des conditions propres au projet en question. Plusieurs alternatives comme les fonds spéciaux, le regroupement d'investissements et de services, et les investissements provenant des utilisateurs clients se sont avérés efficaces et méritent d'être promus plus avant.

Des preuves croissantes semblent indiquer dans les pays en développement que les micro-crédits liés aux micro-entreprises, particulièrement celles qui appartiennent et sont gérées par des femmes sont largement en mesure de promouvoir l'utilisation d'énergies renouvelables, en même temps qu'ils contribuent à réaliser les objectifs de réduction de la pauvreté. Les mécanismes de financement par les usagers qui visent à renforcer la capacité des usagers à payer pour les services en énergies renouvelables services ont porté leurs fruits dans de nombreux cas de figures. Cela plaide en faveur d'une stratégie plus inclusive qui va au delà du financement de l'approvisionnement autonome en énergie pour s'orienter vers un financement intégré de la production et de la consommation. Des stratégies semblables d'inclusion des énergies renouvelables dans les secteurs non énergétiques, comme l'approvisionnement en eau, l'assainissement, la santé, l'éducation et la communication, peuvent améliorer de manière considérable l'accès à l'énergie. Dans l'ensemble, les stratégies de financement pour les énergies renouvelables doivent répondre aux besoins de financement des producteurs/distributeurs et des différentes catégories de consommateurs finaux de manière équilibrée.

¹ Par exemple au Danemark, en Allemagne, Espagne, Suède et au Royaume Uni.

² Par exemple l'Argentine, le Brésil, la Chine, le Costa Rica et la Thaïlande.

L'introduction des énergies renouvelables modernes³ dans le milieu rural, où les gens dépendent très largement de l'usage traditionnel de la biomasse et jouissent d'un pouvoir d'achat très limité, devrait être associée à des politiques de promotion du développement rural. L'énergie renouvelable peut jouer un rôle important dans les activités rurales générant des revenus qui nécessitent la chaleur de production (par ex. chauffage de l'eau à faible température pour la teinturerie textile) et le refroidissement (par ex. les réfrigérateurs pour conserver la nourriture et stocker les médicaments/vaccins dans les établissements sanitaires). Ici, il s'agit de déployer des efforts concertés au niveau national et international pour créer des marchés de l'énergie renouvelable où les ménages des particuliers, les petites entreprises et les communautés pourront contribuer au financement local.

³ Particulièrement la biomasse convertie en vecteurs énergétiques modernes comme le biogaz, l'électricité ou autres combustibles

II.3 Renforcer les capacités pour intensifier l'utilisation des énergies renouvelables

L'intensification du recours aux énergies renouvelables présuppose que les capacités soient renforcées essentiellement dans trois domaines :

1. la mise en valeur de ressources humaines pour produire, installer, opérer et gérer les équipements, les régimes commerciaux et réglementaires,
2. la conception d'un cadre institutionnel cohérent et efficient, et
3. l'exploitation de technologies opportunes et abordables déjà disponibles.

La mise en valeur des capacités dans ces trois domaines est essentielle à la création de débouchés pour les énergies renouvelables qui soient viables. Cette valorisation doit être envisagée au sens large. Les expériences et savoir-faire autochtones, surtout pour le cas de populations rurales dispersées dans les pays en développement, doivent être soigneusement évalués et intégrés dans le cadre des mesures de formation, la R&D et le transfert de technologies agricoles.

Il est capital de sensibiliser les populations aux atouts et à l'applicabilité des énergies renouvelables comme moyen de réalisation des objectifs de développement, comme le progrès économique et social, en facilitant l'accès aux services énergétiques.

La recherche et le développement (R&D) pour valoriser les technologies de l'énergie, les

modèles commerciaux, et les politiques sont incontournables si l'on veut déceler les applications optimales pour l'énergie renouvelable dans différents marchés. Par conséquent, il s'agit de renforcer considérablement ces activités. Des projets pilotes antérieurs de coopération public/privé se sont avérés être une piste efficace pour passer le cap de la recherche pour mettre à l'essai sur une échelle plus grande. Une coopération équilibrée et bien rôdée entre instituts de recherche privés et publics et entreprises privées tant dans la phase R&D que dans la phase de transfert technologique est essentielle et peut aboutir à de grandes avancées.

La R&D est aussi indispensable pour aborder la dimension sociale de l'énergie renouvelable. Par exemple, il existe de nombreux cas d'innovations et de projets réussis avec les énergies renouvelables qui font intervenir des femmes, des entrepreneurs et des utilisateurs finaux dans les régions en développement. Une part importante du développement des capacités, pour transformer le marché de l'énergie renouvelable, revient à identifier et diffuser les "bonnes pratiques" tout en encourageant la R&D à répéter et reporter sur une échelle plus grande ces expériences. L'impératif de promotion des énergies favorisant le développement durable, dans l'esprit des Objectifs de développement du Millénaire (ODM), veut qu'une part croissante de l'aide au développement publique soit affectée à la valorisation des capacités d'étude des questions énergétiques.

III. Le rôle des gouvernements nationaux

Les gouvernements et les parlements nationaux sont responsables de la formulation de politiques qui favorisent l'efficacité et l'efficience des marchés.

Les objectifs et principes du développement des énergies renouvelables discutés précédemment présentent une série de défis. Ces défis varient selon les régions et pays en fonction des circonstances, des alternatives et intérêts locaux. De la même façon, les approches préférées seront différentes. Dans la plupart des cas, que ce soit dans les pays industrialisés, les économies en transition ou dans les pays en développement, Les éléments ci-dessous sont importants pour renforcer le rôle joué par les énergies renouvelables :

Élaborer une politique d'orientation énergétique qui met l'accent sur les énergies renouvelables et remplit les objectifs de durabilité : La promotion de l'énergie renouvelable et la nécessité de réaliser les objectifs de développement durable doivent être incorporées dans le système énergétique général de chaque pays à partir d'évaluations des ressources d'énergie renouvelable nationales. La volonté de faire la promotion des énergies renouvelables doit se refléter dans les politiques déployées dans d'autres secteurs d'activités tels que les transports, le dispositif sanitaire, l'agriculture, le bâtiment et l'éducation. Cela doit se faire avec la pleine collaboration et la participation de toutes les parties prenantes.

Formuler des objectifs clairs pour les énergies renouvelables : Les gouvernements doivent fixer des objectifs (y compris des dates butoirs), des stratégies et plan de mise en oeuvre clairs à partir d'évaluations des ressources d'énergie renouvelable nationales dans tous les secteurs pertinents et se fonder sur les résultats d'analyse des effets d'une exploitation intensifiée des énergies renouvelables sur l'obtention des objectifs de développement durable nationaux.

Mettre sur pied des conditions de marché transparentes favorisant les investissements : La transparence du marché est indispensable pour garantir la participation du secteur privé et favoriser des marchés prospères en général. Les

marchés nationaux qui sont toujours encadrés par des politiques publiques, ont besoin des régimes des prix et/ou redevances transparents et clairs qui reflètent tous les coûts sur toute la chaîne de production. En outre, un haut niveau de stabilité et de prévisibilité est une des conditions préalable pour que le secteur de entreprises s'implique. Pour ce faire il est capital d'évaluer et, si nécessaire, d'ajuster le cadre du marché existant pour assurer un maximum de stabilité et de certitude. Toutes les subventions touchant au secteur de l'énergie doivent faire l'objet d'un suivi et d'information publics en continu.

- *Créer un terrain de jeu égal* : Le marché est faussé et joue contre les énergies dû à de longues années de subventionnement des sources d'énergie conventionnelles et l'absence de signaux sur le marché pour incorporer les coûts externes.

Ces distorsions doivent être corrigées par le truchement de mesures économiques et réglementaires.

Les gouvernements sont convenus au SMDD d'examiner la situation et d'entreprendre des actions correctrices en réduisant les subventions ou en accordant des subventions équilibrées à l'énergie renouvelable. De plus, les gouvernements doivent examiner et revoir les procédures d'agrément et du régime des importations pour éviter tout effet de distorsion portant préjudice aux énergies renouvelables. Ils devraient également trouver une solution à l'actuelle absence de normes techniques appropriées. De tels politiques reflètent généralement les besoins du secteur des énergies conventionnelles composé de grandes centrales électriques et des monopoles de réseaux et, par conséquent, entravent souvent le développement et l'exploitation plus poussée des énergies renouvelables.

- *Maîtriser le coût élevé des technologies renouvelables* : Des subventions limitées dans le temps et dégressives pour les énergies renouvelables sont indispensables si l'on veut décupler les débouchés pour ces nouvelles technologies. Les options politiques incluent les crédits d'impôt, les exonérations et/ou les dégrèvements, ainsi que des prêts à taux préférentiel à long terme combinés avec des

régimes de tarification et de quotas pour les énergies renouvelables. Dans l'ensemble, les subventions basées sur les performances sont à préférer puisqu'elles récompensent l'obtention de résultats recherchés, c'est à dire la production d'énergie à partir de sources renouvelables pour renforcer le développement durable. Toutefois, les subventions basées sur les investissements

- *Créer des incitations temporaires* : Les régimes de tarification et de quotas sont actuellement les deux types de politiques réglementaires principaux pour promouvoir les énergies renouvelables sur le marché. Conformément aux lois sur la tarification, les gouvernements obligent les compagnies d'électricité à garantir aux producteurs d'énergie renouvelable des tarifs minima pendant un certain laps de temps prévoyant une évolution tarifaire dégressive pour refléter les compressions de coûts attendues. Par le truchement de régimes de quotas, les gouvernements fixent des objectifs politiques. Habituellement, ils imposent un partage minimum des capacités ou de génération d'énergie de sources renouvelables et laissent au marché le soin de déterminer les prix par le jeu des négoce de certificats et/ou de systèmes d'appels d'offre. Les régimes de quotas peuvent aussi s'appliquer hors réseau, par exemple, pour introduire les biocarburants et biocombustibles. Les coûts des deux systèmes peuvent être couverts par des redevances supplémentaires à verser par les consommateurs d'électricité ou par les contribuables. A ce jour, pour l'électricité sur réseau, les régimes de tarification ont démontré qu'ils réussissaient très bien à stimuler une croissance et à attirer des fonds. L'expérience faite avec les régimes de quotas est plus limitée. Des signes précoces semblent cependant indiquer que ces systèmes sont efficaces.

Intégrer les aspects relatifs à l'énergie renouvelable aux politiques sectorielles non énergétiques et aux questions transversales : Les politiques mises en oeuvre dans une série de secteurs ont une incidence sur les dispositifs énergétiques à l'échelon national et international. Par conséquent, il est nécessaire d'intégrer les aspects relatifs aux énergies

peuvent être plus opportunes lorsqu'il s'agit de technologies en cours de maturation à coûts élevés et devraient être rattachées à l'élaboration de normes techniques. Les subventions doivent se faire selon des règles prédéfinies, claires et transparentes pour toutes les parties, et fournissent des incitations puissantes à la minimisation des coût

renouvelables aux politiques sectorielles non énergétiques et aux questions transversales afin d'appliquer des politiques cohérentes et effectives. Les domaines de politique d'intégration des énergies renouvelables les plus importants sont l'agriculture/sylviculture, les transports, le développement économique, la réduction de la pauvreté, l'éducation, l'urbanisme et l'aménagement du territoire (y compris l'architecture solaire) et les infrastructures.

Sensibiliser l'opinion publique aux potentialités, aux coûts et aux atouts qu'offrent les énergies renouvelables : Les gouvernements peuvent contribuer à cet effort par le biais de campagnes de sensibilisation publiques, des programmes éducatifs, et d'autres mesures.

Promouvoir la valorisation des capacités humaines à développer les énergies renouvelables plus avant: Les gouvernements devraient revoir leurs programmes scolaires et universitaires, et réorienter la formation professionnelle pour inclure les énergies renouvelables. Tant au niveau de la production que celui de la consommation d'énergie, une mutation vers un système durable exige une action ciblée sur les professionnels et les consommateurs. Les enseignants dans une vaste gamme de matières scolaires et universitaires ont besoin de plus de connaissances sur les liens de corrélation entre les énergies renouvelables et leurs disciplines particulières, allant des soins de santé, de la réduction de la pauvreté et de l'éducation à l'architecture et au bâtiment. Les établissements d'enseignement supérieur et de formation professionnelle ont un rôle clé à jouer pour incorporer le thème des énergies renouvelables dans leur cursus général et former des professionnels bien qualifiés grâce à la refonte d'anciens, ou à l'introduction de nouveaux programmes d'enseignement. Un personnel spécialisé et des professionnels sont

incontournables pour élaborer des politiques et des programmes, planifier les projets, financer, réglementer, gérer, installer et maintenir les dispositifs d'énergie renouvelable futurs. Il est tout aussi important de se doter d'opérateurs qualifiés et savants, y compris des femmes pour acquérir, opérer et maintenir des dispositifs décentralisés au niveau des ménages et des communautés. Les Chambres des métiers et du commerce et les agences de l'énergie renouvelables locales doivent être fermement impliqués dans la formation des personnes dans les secteurs d'activités connexes.

Développer des institutions facilitatrices : Des institutions publiques solides à l'échelon national sont essentielles pour fixer les priorités, planifier et élaborer les ordres du jour politiques et réglementaires afin de stimuler les marchés de l'énergie renouvelable. L'élaboration de politique et de priorités conjointes entre les ministères de l'énergie et du développement rural, de la santé, de l'éducation, de l'eau, de l'environnement, et autres instances opportunes permet de renforcer l'argument en faveur des énergies renouvelables. Les agences nationales, y compris les pôles d'excellence et les instituts de recherche sont nécessaires pour réaliser des études des situations dans les pays, recueillir les données et les analyser (aussi en désagrégeant par sexe), se charger de la formation et de l'éducation, et fournir un appui technique aux ministères concernés.

Options politiques supplémentaires

User des pouvoirs régaliens pour établir les ordres du jour et orienter le travail des organisations internationales : Le système des Nations Unies, des Banques de développement, et les organisations régionales doivent devenir des acteurs puissants dans la promotion de l'utilisation de l'énergie renouvelable pour le développement durable. Les efforts et instruments de promotion du recours aux énergies renouvelables doivent inclure des garde-fous contre les distorsions du marché, comme les aides à l'exportation et les taxes à l'importation en particulier.

Utiliser les mécanismes du Protocole de Kyoto : Les mécanismes du Protocole présentent d'importantes possibilités pour faire avancer la cause des énergies renouvelables. Dans le cas de

l'Application conjointe (AC) et du Mécanisme de développement propre (MDP), les projets relatifs aux énergies renouvelables concourent également aux objectifs de développement des pays participants.

Consolider la coopération mondiale dans les domaines des énergies renouvelables : Les accords dans le cadre du SMDD doivent être suivis dans le contexte élargi du progrès vers le développement durable et la réalisation des objectifs de développement du Millénaire. Les processus de la CDD devraient mettre un accent net sur la promotion des énergies renouvelables. Un échange régulier d'information concernant les expériences en matière de programmes, le ciblage des résultats et l'évaluation entre différents pays favoriserait un progrès rapide et réduirait les risques d'erreurs.

Consolider la coopération régionale dans le domaine des énergies renouvelables : L'expérience démontre que les institutions et organismes régionaux (par ex. EU, les Commissions régionales des Nations Unies, ASEAN, MERCOSUR) peuvent fournir d'importantes impulsions politiques. Ils peuvent engager une démarche commune et créer des économies de champs et d'échelle en intégrant les marchés des débouchés pour les technologies renouvelables et les services connexes, et encourager au transfert de technologies. Les gouvernements nationaux doivent être les moteurs principaux de ces initiatives.

Garantir l'accès au réseau aux énergies renouvelables: La réglementation des systèmes électriques doit garantir l'accès au réseau pour les énergies renouvelables dans des conditions transparentes. Les gouvernements doivent assurer un cadre et des conditions favorables en poursuivant des politiques comme les lois d'orientation des prix prévoyant des redevances de raccordement ou des marchés pour les quotas/certificats verts. Le coût de ces dispositifs peut être réparti entre tous les consommateurs et clients d'électricité au lieu de faire payer les contribuables. A chaque fois que la situation politique le permettra, il faudra prévoir un relèvement des prix à la consommation d'électricité afin d'engendrer un flux de revenus supplémentaire pour alimenter les subventions des investissements en faveur des personnes en situation défavorable qui ne jouissent d'aucun accès aux services

énergétiques. Les gouvernements doivent adopter des procédures transparentes et efficaces permettant l'obtention de permis et agréments d'accès au réseau, car ces procédures sont importantes aux yeux des investisseurs.

Soutenir les technologies d'énergies renouvelables pour le chauffage et le refroidissement : Le chauffage et le refroidissement sont souvent négligés par les politiques d'énergie. Pourtant ils représentent une part considérable de la consommation d'énergie dans la majorité des pays. Une utilisation accrue des énergies renouvelables dans les bâtiments donnerait un potentiel économique important. Des réglementations opportunes, tels que les codes du bâtiment et normes d'énergie y afférents, sont en mesure de renforcer les mesures de soutien financiers visant à accélérer l'intégration des technologies renouvelables dans le secteur du bâtiment.

Il faut également des approches politiques et mesures de large portée sur les questions relatives au chauffage dans les maisons particulières (par ex. chauffage photovoltaïque des espaces et de l'eau passif), dans le secteur public et des services et dans l'industrie. L'énergie renouvelable peut jouer un rôle tout aussi important dans le cadre d'activités rurales génératrices de revenus qui reposent sur des processus de fabrication à chaud (par ex., le chauffage d'eau à faible température pour la teinturerie textile) et le refroidissement (par ex., les réfrigérateurs pour la conservation des aliments et le stockage de médicaments/vaccins dans les établissements sanitaires).

Options politiques associées principalement aux pays industrialisés et aux économies en transition

Augmenter les dotations budgétaires au secteur de la recherche et du développement en faveur des énergies renouvelables : Les gouvernements membres de l'AIE affectent seulement 8 pourcents de leur budget R&D en énergie aux énergies renouvelables. Ici s'offre une bonne possibilité aux gouvernements de soutenir les énergies renouvelables en renversant ce ratio de dotations allouées aux énergies renouvelables par opposition aux dotations favorisant les activités R&D pour les énergies conventionnelles. Des projets en phase de démonstration en

collaboration avec le secteur privé devraient également être encouragés.

Cibler l'aide au développement bilatérale et multilatérale publique sur des financements des programmes d'énergies renouvelables à vocation de catalyseur : Le renforcement des capacités et un levier financier catalytique pour assurer l'expansion des services énergétiques à partir de sources renouvelables sont des priorités clés. Ils devraient être fournis en même temps que se créent et s'étendent les systèmes de micro-financement qui ciblent les consommateurs et les petites entreprises. Les gouvernements doivent veiller à encourager et non pas entraver le développement de débouchés en ayant recours à de telles formes de subvention, particulièrement eu égard aux exportations de technologies de l'énergie renouvelables vers les pays en développement. Les partenariats publics-privés sont un bon moyen pour capitaliser sur ces débouchés et devraient être utilisés plus avant.

Promouvoir les énergies renouvelables par le biais des Agences de crédit à l'exportation (ACE) : La promotion publique des exportations par octroi de crédits et de garanties par les ACE peut permettre de mobiliser des fonds privés pour le financement des énergies renouvelables. Les ACE devraient intervenir plus activement pour sensibiliser l'industrie au sujet des possibilités d'investissement qu'offre le secteur des énergies renouvelables. Plus particulièrement, il est essentiel d'élaborer des procédures normalisées et simplifiées pour les projets à petite échelle afin de réduire les frais de transactions. Il est aussi primordial d'encourager les contrats à longue durée pour les énergies renouvelables (par ex. au moins sur 15 ans) et des modalités plus souples (par ex. souplesse de remboursement des traites, traitement libéral des coûts locaux pour une part plus importante que celle prévue actuellement par l'Arrangement de l'OCDE) permettant de s'ajuster à la gamme de projets d'énergies renouvelables.

Avoir recours à l'instrument des marchés publics : Dans la majorité des pays, le gouvernement national est le grand consommateur d'énergie et devrait profiter de sa position pour promouvoir les sources d'énergies renouvelables en créant une demande garantie en énergie renouvelable et technologies associées pendant un laps de temps donné. La passation de grands marchés publics

à long terme pour les énergies et technologies renouvelables permettrait d'apporter stabilité et certitude aux marchés et d'attirer des investisseurs privés, de jouer un rôle exemplaire et de sensibiliser l'opinion au sujet de ce secteur tout en réduisant le niveau de perception du risque chez les investisseurs potentiels.

Options politiques principalement pour les pays en développement

Fournir l'accès à des combustibles de cuisson plus propres: Les ressources en biomasse peuvent être exploitées grâce à des technologies de conversion modernes pour générer des combustibles propres et à plus forte plus-value aussi bien pour l'aide à la cuisson qu'aux processus de fabrication industriels. L'impact de l'exploitation de technologies de la biomasse améliorées et des biocombustibles revête une importance particulière pour les femmes. Ces technologies et combustibles sont aptes à réduire les retombées négatives sociales et sanitaires dues aux activités de cuisson et offrir des chances économiques plus grandes dans les microentreprises à usage intensif de chaleur gérées par des femmes.

Fournir l'accès à l'électricité : L'électrification des zones rurales dans les pays industrialisés a été possible grâce au soutien de l'Etat et aux subventions croisées parmi les utilisateurs d'électricité. De pareilles approches méritent considération dans les pays en développement où l'électrification rurale pose encore un grand défi.

De récents exemples d'expansion du réseau et d'installation de structures de production d'électricité renouvelable décentralisées reposent sur des démarches de partenariat public-privé. Des solutions prometteuses semblent émerger pour soutenir les entrepreneurs ruraux avec une large gamme de services comme les services de formation, de commercialisation, d'études de faisabilité, de planification d'activités, de gestion, de financement et de liens avec les banques et les groupes communautaires, comme étant un moyen d'élargir l'accès aux services énergétiques à partir de sources renouvelables.

Recourir aux nouveaux outils de financement : Pour attirer les capitaux du secteur privé vers des projets portant sur les énergies renouvelables, les gouvernements devraient ouvrir les possibilités de partenariat public-privé et mettre sur pied puis utiliser des structures de micro-crédit. Ils devraient également encourager la création d'outils financiers qui ciblent les financements par des tiers et par des groupes d'utilisateurs pour les énergies renouvelables non raccordées au réseau, et soutenir les régimes d'assurance pour tous les investissements dans le secteur des énergies renouvelables. De plus, l'accès et le recours à ces fonds pour l'énergie renouvelable provenant des redevances sur le CO² devraient être renforcés. Les prêts de micro-crédit sont un outil potentiellement efficace pour aider les investisseurs à créer des unités de production et systèmes de prestation de services, et ils peuvent ouvrir aux consommateurs l'accès, par raccordement au réseau ou non, à l'électricité provenant de sources renouvelables.

IV. Le rôle des organisations intergouvernementales

Les organisations intergouvernementales ont la faculté de faire des recommandations politiques aux gouvernements nationaux et de soutenir les énergies renouvelables à l'échelon régional et mondial. Dans l'ensemble, elles ont pour vocation de focaliser les politiques et actions multilatérales pour renforcer de manière significative le poids de l'énergie renouvelable et mettre en valeur la coopération entre tous les acteurs, y compris ceux du secteur privé. Cette action de ciblage se doit de promouvoir les alternatives en énergie renouvelable qui répondent au mieux aux besoins des utilisateurs finaux de manière rentable, socio-économiquement équitable et respectueuse de l'environnement.

Le système des Nations Unies devrait clairement établir les responsabilités des tâches sur les énergies renouvelables: Différents organes onusiens comme l'AIEA, la FAO, l'OMC, l'OMS, le PNUD, le PNUE, UNDESA, UNESCO, UNFCCC, et UNIDO traitent des questions d'énergie renouvelable en offrant des conseils et en mettant en valeur les capacités. Il s'agit à cet égard de mieux coordonner et fédérer les ressources financières et d'information. De plus, le système de coordinateurs résidents devrait examiner plus particulièrement le rôle de l'énergie renouvelable dans la réalisation des objectifs de développement dans tous les secteurs qui jouissent du soutien du système onusien au niveau des pays.

Les règles de l'OMC devraient promouvoir les énergies renouvelables : Ceci porte sur les échanges internationaux d'énergie renouvelable comme leviers du développement durable, par exemple les biocarburants et biocombustibles, les technologies relatives à l'énergie renouvelable, le négoce des certificats verts sur les marchés de l'électricité où des objectifs ambitieux ont été fixés pour augmenter l'usage des énergies renouvelables. Les gouvernements, l'OMC, et les organisations régionales comme ALENA, UE, ASEAN doivent agir rapidement afin de réduire les barrières commerciales aux technologies de l'énergie renouvelable et à l'électricité et aux combustibles à partir de sources renouvelables. Toutefois, reconnaissant qu'un des motifs principaux des pays en développement et industrialisés pour recourir de

plus en plus aux énergies renouvelables est de réduire leur dépendance par rapport aux importations, notamment de combustibles de source fossile, l'élimination des barrières aux énergies renouvelables devrait s'accompagner de mesures concrètes de transfert accéléré de technologies afin de réduire leur dépendance par rapport aux technologies étrangères. Des négociations dans le cadre d'un accord multilatéral sur les aides aux énergies renouvelables pourrait également permettre d'aplanir le terrain de jeu.

Inclure le financement des projets d'énergie renouvelable dans les programmes de coopération au développement: Les énergies renouvelables devraient bénéficier de financement par le truchement de programmes de réduction de la pauvreté, le développement rural, l'éducation, les soins de santé, l'agriculture, l'approvisionnement en eau, l'assainissement, les transports et le bâtiment (systèmes de chauffage et de refroidissement photovoltaïques passifs etc.).

Augmenter l'effet de levier stimulant les investissements dans le secteur de l'énergie renouvelable des prêts des institutions financières internationales (IFI) : les IFI telles la Banque mondiale et les banques régionales de développement devraient stimuler les investissements énergétiques dans les pays en développement et les économies en transition. Les IFI doivent perfectionner leur potentiel expert et poursuivre leurs investissements dans le secteur des énergies renouvelables.

➤ *Fixer des objectifs clairs pour l'énergie renouvelable:* Etant donné les gigantesques besoins en investissements et l'influence des politiques des IFI, ces organisations doivent fixer des objectifs clairs et accorder aux énergies renouvelables un rôle plus prépondérant dans leurs stratégies et portefeuilles et, par la même, envoyer des signaux forts au secteur privé. Les aides et les prêts en faveur des énergies renouvelables appuyés par des investissements des IFI attireraient des capitaux privés, par exemple dans le cadre de montages de type PPP. Les IFI doivent aussi intégrer les énergies renouvelables dans les programmes en cours visant à réduire la pauvreté, particulièrement parmi les populations indigentes rurales. En

outre, les IFI devraient accorder plus d'attention au rôle potentiel et à l'ampleur des besoins en micro-crédits.

- *Prévoir des fonds spéciaux pour relancer les investissements dans le secteur de l'énergie renouvelable* : Des fonds spéciaux, dotés de moyens adéquats et stables, devraient être prévus auprès de la Banque mondiale et des Banques régionales du développement pour soutenir les investissements dans le secteur de l'énergie renouvelable dans les pays en développement et les économies en transition, et pour stimuler le progrès technique, contribuant par la même occasion à la réduction des coûts associés à l'énergie renouvelable dans ces pays.
- *Appliquer les règles de la comptabilité analytique dans le cadre de prêts IFI* : L'évaluation des projets énergétiques candidats pour un financement des IFI doivent intégrer des facteurs comme les coûts estimatifs du changement climatique et autres retombées environnementales, sociales, économiques et sécuritaires des différents choix technologiques sur la base de leur cycle de vie.

Augmenter la transparence et les comptes-rendus sur les activités relatives aux énergies renouvelables: Les IFI et les ACE doivent divulguer complètement toute information portant sur le financement, les prêts, les assurances et autres actions et contributions pertinentes effectuées dans le cadre du secteur de l'énergie renouvelable, ainsi que le rôle des montages en PPP. Cela apporterait des incitations fortes à d'autres intervenants à suivre l'exemple.

Renflouer le portefeuille du Fonds pour l'environnement mondial : Le FEM gère un large éventail de projets dans le secteur de l'énergie renouvelable qu'il s'agit de soutenir plus avant pour inclure les innovations techniques de la biomasse, la cuisine dans les zones rurales, l'accès au réseau et les productions autonomes et hors réseau pour l'électrification des campagnes.

Mettre l'accent sur le rôle de leader des organisations régionales: L'Union européenne ASEAN, APEC, les Commissions régionales des

Nations Unies, MERCOSUR, AEI, et autres doivent poursuivre et élargir les efforts de mise en oeuvre de projets dans le secteur de l'énergie renouvelable, et monter des programmes d'appui entre les pays d'une même région. Les fonds de développement régionaux doivent favoriser les projets axés sur l'établissement d'infrastructures dans le secteur de l'énergie renouvelable qui produisent et utilisent ces ressources, y compris un petit nombre de projets de démonstration à petite échelle, afin d'apporter un coup de levier stratégique pour une mutation des systèmes énergétiques.

Renforcer et mettre en valeur la coopération dans le secteur des énergies renouvelables: Les organismes internationaux et régionaux doivent renforcer et valoriser la coopération, entre autres, par la recherche et le développement de mesures politiques et de techniques (par ex, électrification rurale et biomasse moderne); le transfert de technologies (Nord/Sud, Sud/Sud etc.), comprenant les marchés publics pour les techniques pivots; l'éducation, la sensibilisation, et la formation professionnelle y compris des Masters et programmes de doctorats dans le secteur de l'énergie privilégiant le développement durable .

Consolider les structures institutionnelles à l'échelon international : Des capacités institutionnelles sont requises pour maîtriser les missions centrales de la promotion du secteur de l'énergie renouvelable, il s'agit, entre autres, de :

- la défense des énergies renouvelables en général, comme outil de développement durable,
- la coordination de la veille technologique et reporting par pays, région, ressource / technologie, et expériences politiques,
- la prestation de services comme le conseil, le renforcement des capacités, la mise en commun des données, analyse et coordination,
- l'élaboration de normes communes; efforts de maillage avec les autres intervenants, particulièrement avec le secteur privé et des réseaux de femmes.

V. Le rôle des collectivités territoriales, du secteur privé, de la société civile et autres parties prenantes

V.1 Les collectivités territoriales

Bien que les gouvernements nationaux soient seuls compétents pour déterminer le cadre juridique national, la mise en oeuvre des énergies renouvelables se fait à l'échelon local. En vue des alternatives et potentiels d'action locale, les gouvernements participants à la Conférence de Rio en 1992 ont mis un accent particulier sur l'Agenda 21 local.

Elaborer des codes locaux du bâtiment : L'élaboration de réglementations et de code du bâtiment opportuns permet d'accélérer l'introduction des énergies renouvelables dans les bâtiments. Ces codes peuvent servir de plateforme de promotion de divers types d'énergies renouvelables selon les circonstances sur le terrain (par ex., chauffage/refroidissement passifs, énergie photovoltaïque sur le toit des immeubles ou le chauffage interurbain où au moins une portion des combustibles provient du biogaz). Les collectivités territoriales doivent élaborer leurs propres stratégies en tenant compte des coûts totaux de cycle de vie (incluant les coûts externes), et faire part de leurs expériences aux autres.

Rehausser l'implication des autres parties prenantes dans les activités d'agrément et établissement des priorités: Les autorités du plan d'aménagement et d'agrément locales doivent stimuler la participation des parties prenantes et de la communauté dans les projets d'énergie renouvelable, réduisant par là le potentiel de litiges et problèmes liés au procédures d'agrément et donc la procédure. Les promoteurs d'énergies renouvelables doivent initier des consultations actives et discussions avec les populations locales à un stade précoce du processus de planification. Le zonage des énergies renouvelables et plans d'implantation doivent être formulés car ils apportent une plus grande certitude pour les investisseurs éventuels et orienter les promoteurs vers des zones où ils auront plus de chance de recevoir un permis.

Sensibiliser et renforcer les capacités: Pour ce qui est de la sensibilisation et du renforcement des capacités, les collectivités territoriales sont le

pivot central puisqu'elles sont très proches du public, des institutions et des entreprises. Les campagnes publiques peuvent contribuer à un cadre propice aux investissements dans le secteur des énergies renouvelables et clarifier les enjeux sociétaux, environnementaux et économiques associés aux énergies renouvelables, ainsi que les atouts qu'elles présentent pour les entrepreneurs locaux. Des efforts concertés comme les partenariats public-privé contribuent à créer des débouchés pour les énergies renouvelables et à mettre sur pied les capacités requises. En outre, la création de pôles de compétences locaux et des institutions consultatives indépendantes peuvent souvent présenter les premières graines d'un développement de débouchés plus larges. Ils existent différents chemins pour aboutir à des objectifs semblables mais ils sont largement tributaires des données locales. Par conséquent, chaque collectivité doit formuler et mettre en oeuvre l'approche qui lui est propre.

Actionner le levier des marchés publics : Les collectivités locales ont souvent la faculté de stimuler de la demande pour les énergies renouvelables par le biais de diverses politiques et mesures locales. Une alternative est l'approvisionnement en énergies renouvelables par des achats de gros volumes d'électricité renouvelable et des panneaux solaires, par exemple.

Créer des fonds de placement publics-privés: Au niveau local, les gouvernements devraient créer de fonds de placement publics et privés pour les énergies renouvelables qui bénéficieront directement aux habitants et aux entreprises. Une combinaison de tels fonds pour financer des montages en PPP est aussi envisageable.

Aborder les questions énergétiques dans d'autres rayons d'action locale : Bien que les situations peuvent varier de manière considérable d'une communauté à l'autre, il est toujours possibles d'influencer l'orientation des choix énergétiques locaux, par ex. , par le truchement des services publics, les entreprises de transport, les politiques de traitement des déchets, l'eau et l'assainissement ou l'agriculture et la

sylviculture.

Les plans d'aménagement devraient avaliser des politiques conçues pour promouvoir et encourager plutôt que de limiter, l'exploitation de

V.2 Commerce et secteur privé

Plus les gouvernements reconnaissent et abordent de front les difficultés d'une politique de développement effective qui tend à créer et appuyer le marché des débouchés pour le secteur des énergies renouvelables, plus le secteur privé, des petites entités aux grands groupes multinationaux, sera amené à réagir à son tour en participant aux programmes de mobilisation de fonds, à investir et en accroissant leur demande pour ces énergies. Les capitaines d'industrie ont une responsabilité à épauler vis à vis de la communauté locale, nationale et mondiale. Un nombre croissant de groupes et sociétés interviennent de manière pro-active pour relever le défi. Deux aspects sont centraux à tout le secteur :

Incorporer la responsabilité sociale des entreprises (RSE) dans leurs activités : La communauté des affaires doit contribuer à accélérer l'introduction des énergies renouvelables sur le marché selon le principe élargi de la RSE. Pour l'ensemble du secteur privé, la RSE devrait devenir un principe d'action directeur avec un accent particulier mis sur les mécanismes de reporting transparents eu égard aux questions sociales et environnementales. La part des sources renouvelables dans la production énergétique et/ou la consommation devrait être inclus dans ces comptes rendus, comme le propose l'initiative de reddition de compte mondiale (Global Reporting Initiative).

Faciliter le transfert des technologies à l'intérieur des entreprises quant aux solutions qu'offrent les sources renouvelables : Les sociétés multinationales, les services privés et semi-publics, et les PME engagées dans des coopérations internationales sont des vecteurs précieux du transfert des technologies international et devraient envisager la mise en valeur de leurs activités pour le transfert de savoirs et de compétences liés aux sources renouvelables à d'autres acteurs comme faisant partie de leur ordre du jour RSE. Dans ce contexte, les syndicats pourraient également jouer un rôle important. Le transfert des technologies énergétiques renouvelables doit être

ressources renouvelables. Le noeud complexe des énergies doit être considéré dans un sens plus large.

reconnu pas uniquement comme défi mais une chance pour développer des débouchés. Pour ce qui concerne les énergies renouvelables, les politiques du secteur privé sont particulièrement importantes dans trois domaines:

- i. producteurs et distributeurs d'énergie (p. ex. compagnies d'énergie, services publics),
- ii. finances et assurances (p.ex. banques, agences de notation), et
- iii. clients/consommateurs d'énergie.

Les producteurs/distributeurs et les fabricants d'équipements

Poursuivre la valorisation des énergies renouvelables : Tous les fournisseurs d'énergie, y compris les filières gaz et pétrole, devraient suivre l'exemple des pionniers de l'industrie internationale pour poursuivre activement la mise en valeur des sources renouvelables comme faisant partie de leur politique d'investissement et de marketing. Les sociétés déjà impliquées dans le secteur des renouvelables devraient prendre une partie des moyens affectés à la prospection et la production de combustibles conventionnels pour les attribuer aux sources renouvelables. Celles qui n'ont pas encore franchi le pas du secteur des sources renouvelables devraient envisager de le faire. Les entreprises en aval de la filière de raffinerie et vente du transport des combustibles devraient commencer à mélanger leurs produits avec les combustibles issus de la biomasse.

S'engager publiquement pour l'énergie "verte" : Les compagnies d'électricité et de gaz, tout comme les producteurs d'électricité indépendants (PEI), commencent à s'engager pour la génération et/ou achat d' "électricité verte" provenant de sources renouvelables avec certains accents mis sur les nouveaux créneaux où les clients eux-même exigent des produits verts certifiés.

En outre, certaines sociétés de chauffage urbain (p.ex., en Scandinavie) ont augmenté la part de la

biomasse dans leurs produits, et des évolutions similaires commencent à apparaître avec le biogaz vert vendu par les réseaux de distribution et comme carburant de transport. Ces pionniers prouvent que les sources renouvelables peuvent être commercialisées avec succès, et que l'électricité verte offre des opportunités commerciales croissantes. Le recours aux énergies renouvelables permet aux entreprises de diversifier leur portefeuille, de réduire les risques en cas de fluctuations des prix des combustibles et leur évite de devoir verser d'éventuelles taxes sur les combustibles ou des dispositions réglementaires régissant les combustibles conventionnels et/ou les émissions de gaz à effet de serre. Toutes les sociétés de services publics devraient envisager de mettre le cap sur la génération et l'achat d'énergie à partir de sources renouvelables.

Joindre ses forces pour donner des impulsions en faveur des sources renouvelables : Les fabricants d'équipements pour le secteur des énergies renouvelable devraient travailler ensemble à la promotion de l'énergie renouvelable en général, par exemple en entreprenant des activités de marketing générique, et à encourager des politiques publiques cohérentes et visibles de promotion en créant des débouchés.

Investir dans les sources d'énergie renouvelables – une stratégie industrielle clé : Les fournisseurs d'énergie devraient reconnaître les atouts économiques que présentent les énergies renouvelables innovantes. Les débouchés se multiplient dans le monde et ceux qui sont aux avant-postes des investissements dans ce secteur, ou qui développent des équipements se trouveront dans des positions privilégiées pour recueillir les récompenses économiques de ce secteur en pleine croissance.

Finances et assurances

Traiter les investissements dans les sources renouvelables d'énergie équitablement : Les compagnies d'assurance devraient proposer des polices d'assurance couvrant les projets verts à des taux de primes équitables et compétitifs, reconnaissant les risques posés par les énergies conventionnelles, y compris les coûts à la hausse auxquels beaucoup d'assureurs seront confrontés au fur et à mesure que les impacts du changement climatique deviendront de plus en plus évidents.

Proposer des solutions de financement pour investir dans le secteur des énergies renouvelables: Les banques devraient considérer de travailler avec les gouvernements pour proposer des prêts garantis à taux préférentiels pour les projets du secteur des énergies renouvelables. Des capitaux d'emprunt bon marché sont essentiels pour résoudre le problème des coûts de capitaux prohibitifs en amont. La mise à disposition de solutions de financement raisonnables peut faire augmenter considérablement les investissements dans ce secteur ce qui permettrait de réaliser des économies d'échelle tout en encourageant les investissements locaux dans des domaines connexes comme les infrastructures et la formation.

Offrir des outils de garantie des risques aux investissements dans les sources renouvelables: Les assureurs et les banquiers devraient concevoir et offrir des outils spéciaux pour minimiser les différents risques financiers liés aux investissements dans l'énergie renouvelable, par ex., en regroupant et agrégeant les projets par type d'équipements, régions, et pays. La coopération avec les IFI et les ACE pourraient permettre d'initier/promouvoir l'application de tels instruments.

Accorder une attention accrue aux conditions particulières dans les pays en développement: Particulièrement dans le cas de pays en développement, il serait utile de créer des programmes de remboursement flexible, par exemple, en raccrochant les versements des traites aux flux de revenus de l'emprunteur. La micro-finance est primordiale pour que les collectivités locales puissent investir dans des équipements pour les sources renouvelables afin de moderniser l'utilisation de la biomasse, par exemple, et de générer des revenus plus élevés.

Les consommateurs d'énergie commerciaux et industriels

Reconnaître tous les bienfaits de l'usage et de la commercialisation des énergies "vertes" : En général, les entreprises recherchent des coûts d'énergie faibles, et les bénéfices associés à l'achat d'énergies vertes n'ont pas été pleinement reconnus. Ceci étant, quelques sociétés, surtout celles dans les secteurs du tourisme, des services et de la vente au détail, sont devenues pionnières

et achètent activement de l'énergie renouvelable, pour subvenir à leurs besoins et commercialiser les énergies vertes à leur clientèle. Ces actions améliorent leur relation avec leurs clients et augmentent la compétitivité de l'électricité verte. De nombreuses compagnies ont aussi installé

leur propre système de génération d'énergie renouvelable sur les toits des immeubles commerciaux, par exemple, pour subvenir à leurs besoins énergétiques. D'autres sociétés devraient également envisager cette alternative.

V.3 Société civile

Recourir au pouvoir des consommateurs pour créer des débouchés : Les consommateurs privés détiennent beaucoup de pouvoir sur les marchés et pourraient être incités à lancer des signaux visibles au sujet des choix énergétiques à partir de sources renouvelables. Pour motiver les consommateurs à exiger, au lieu des énergies conventionnelles, des énergies renouvelables qui sont neutres et, autant que possible, exemptes d'intérêts commerciaux, on pourrait recourir, par exemple, à des labels et de conseils de bonnes pratiques de technologies d'énergie renouvelable. Cela sous-entend la création de dispositifs institutionnels d'information et de conseil aux consommateurs.

Renforcer le rôle de la société dans le processus décisionnel pour des solutions énergétiques durables : La transition vers l'énergie renouvelable exige une plus grande participation de la société civile dans la prise de décision concernant les systèmes d'énergie futurs. La société civile qui va des groupes professionnels aux syndicats, en passant par les organismes scientifiques, ont toute une série de rôles à jouer et de compétences à offrir dans le domaine de la formulation de politiques, de projets de développement et de l'autonomisation.

Exploiter le potentiel des organisations non gouvernementales (ONG) : Les ONG sont en mesure de remplir un rôle central de diffusion d'informations à différents groupes d'intervenants, de sensibiliser et stimuler le débat public, est servir de groupes de pression. Particulièrement dans les pays en développement, les ONG sont souvent la cheville ouvrière de la mise en oeuvre des systèmes d'énergies. Etant donné leur présence marquée sur le terrain, l'on devrait renforcer le rôle de diffusion, d'installation et maintenance des dispositifs d'énergies décentralisés des ONG. En outre, l'expérience dans d'autres secteurs montre que les ONG peuvent être des intermédiaires importants dans la mise en place de structures de

microcrédit pour les consommateurs ruraux dans pays en développement. Il s'agirait de canaliser leur potentiel dans ce domaine pour trouver des solutions de financement aptes à répondre aux besoins en énergie des consommateurs ruraux.

Sensibiliser l'opinion grâce aux médias : Les médias peuvent être des acteurs de choix pour communiquer les bienfaits des énergies renouvelables au grand public et, ainsi, sensibiliser l'opinion et augmenter l'acceptation de ces ressources. Des exemples de programmes TV et radio, populaires mais éducatifs, existent déjà dans les pays en développement et industrialisés. Il faudrait décupler et appliquer ce type d'efforts à d'autres marchés et au travers un plus grand nombre de régions géographiques en ayant recours à plus de canaux de communication. Les médias peuvent être de puissants vecteurs de sensibilisation aux énergies renouvelables, à condition que les technologies dont ils se font les champions correspondent aux besoins pratiques (des ménages) des femmes, productifs (générant des revenus), et stratégiques (autonomisation sociale)

V.4 Recherche et éducation

Les universités et autres établissements de recherche ont des contributions importantes à faire pour faire progresser la recherche et l'enseignement relatifs aux énergies renouvelables.

Focaliser les programmes sur les nouveaux enjeux : Les programmes dans tous les domaines d'étude devraient être révisés pour intégrer les questions énergétiques dans le cadre du développement durable. Des programmes de masters et de doctorats sont nécessaires pour former des gens compétents qui font défaut au niveau de la conception, la construction et l'opération des systèmes d'énergies renouvelables. Ces programmes doivent porter sur les questions techniques, commerciales et politiques.

Renforcer la recherche dans le domaine des énergies renouvelables : Les activités de recherche visant à soutenir le développement des énergies renouvelables sont indispensables en sciences naturelles, ingénierie, économie, santé, droit, sciences sociales et dans d'autres domaines.

Ces efforts sont justifiés afin d'inciter des approches pluridisciplinaires.